



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 8 au 12 Juillet 2024

LES CHIFFRES A RETENIR

0% et -0,6%

la croissance des production
manufacturière et minière en
mai - StatsSA

Zoom sur l'annonce par le nouveau ministre de l'Intérieur d'une politique de visas plus favorable pour les expatriés en Afrique du Sud (*Daily Maverick*)

Le nouveau ministre de l'Intérieur Léon Schreiber a annoncé ce jeudi l'extension automatique de la durée de séjour jusqu'au 31 décembre pour les étrangers en attente de prolongation de leur visa. En effet, alors que cela fait des années que le ministère s'efforce de réduire les retards pour accorder des visas, le nouveau ministre a hérité d'une situation avec plus 145 000 demandes en attente. Cette décision vise à éviter un départ forcé pour les personnes souhaitant prolonger leur séjour en Afrique du Sud.

L'objectif du ministre : « rendre plus attrayant le pays pour les investissements internationaux, le tourisme et la création d'emplois ». Cela signifie donc que toutes les personnes détenant un visa de long terme (travail, affaires, étude, familial) et qui étaient en attente d'une extension de leur visa au 30 juin, bénéficient d'une prolongation automatique et immédiate de leur visa jusqu'au 31 décembre. Pour les touristes détenant un visa de 90 jours s'appliquent un renouvellement automatique portant la durée de séjour totale à 180 jours. Enfin, le ministre s'est engagé à communiquer les futures extensions de visas bien en avance, contrairement aux pratiques de son prédécesseur.

A noter que M. Schreiber est issu de la Democratic Alliance (DA), arrivé deuxième aux dernières élections générales (environ 22% des suffrages) et qui a rejoint le gouvernement d'union nationale (GNU) mené par le Président Ramaphosa.

Sommaire :

Afrique australe

- Le Mozambique, le Zimbabwe et le Botswana négocient la rénovation et l'extension d'une ligne ferroviaire ainsi que la construction d'un port minéralier (*The Herald*)

Afrique du Sud

- Le nouveau ministre de l'énergie et l'électricité, M. Ramokgopa, donne sa priorité au déploiement massif des énergies renouvelables et soutient le nucléaire (*MoneyWeb*)
- La production manufacturière recule légèrement tandis que la production minière stagne au mois de mai (*StatsSA*)
- Une loi américaine pourrait entraîner un réexamen complet de ses relations avec l'Afrique du Sud (*MoneyWeb*)
- Le premier syndicat d'Afrique du Sud appelle à une grève à durée indéterminée sur le Gautrain (*Business Day*)
- Les difficultés d'*African Bank* affectent les actifs de la Banque centrale (*SARB*)

Angola

- La société française *Africa Global Logistics* (AGL) officialise un investissement de 188 M USD en Angola
- Lancement de la plateforme *Angola Investor Market*, une initiative privée de la société DABG-Angola

Botswana

- La croissance recule de 5,3% au T1 2024 (*Statsbots*)

Mozambique

- L'Etat et trois banques s'accordent sur une résolution dans le cadre des « dettes cachées » (*Gouvernement*)

Namibie

- La croissance accélère à 4,7% au T1 2024 (*NamStats*)
- L'inflation ralentit à 4,6% au mois de juin (*NamStats*)

Zambie

- Le gouvernement zambien autorise la construction de la deuxième centrale électrique au charbon (300 MW) du pays (*Engineering News*)

Afrique australe

Le Mozambique, le Zimbabwe et le Botswana négocient la rénovation et l'extension d'une ligne ferroviaire ainsi que la construction d'un port minéralier (*The Herald*)

Le Mozambique, le Zimbabwe et le Botswana négocient un projet d'infrastructure majeur qui comprend la modernisation et l'extension de la ligne ferroviaire actuelle allant du port mozambicain de Beira à Machipanda, à la frontière avec le Zimbabwe. L'extension de la ligne vers le Botswana fait partie d'un projet tripartite entre le Mozambique, le Zimbabwe et le Botswana, qui prévoit également la construction d'un port minéralier en eau profonde dans l'extrême sud du Mozambique, à Techobanine. Cette ligne permettrait l'exportation de minerais zimbabwéen et botswanais comme le lithium, mais aussi de charbon, en contournant l'Afrique du Sud, principale voie d'exportation, dont les ports souffrent de blocages logistiques majeurs. Le coût du projet total serait d'environ 6,5 Mds USD, les modalités de financement n'ayant pas été précisées. La principale cargaison devrait être du charbon botswanais, le pays en produisant environ 2 Mt par an. Le point de négociation principal concerne le projet de port minéralier : des protocoles d'accord devraient être signés sous peu dans les domaines de la géologie, de l'exploitation minière et de la métallurgie.

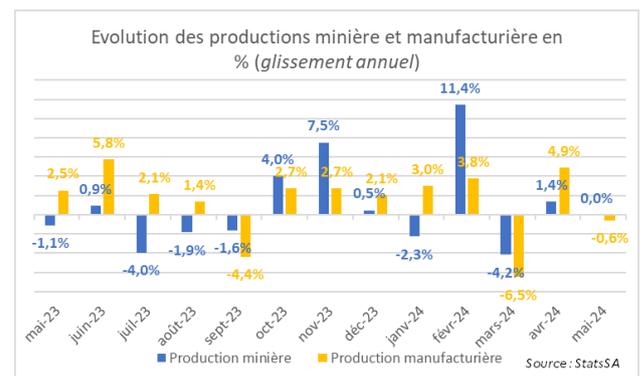
Afrique du Sud

Le nouveau ministre de l'énergie et l'électricité, M. Ramokgopa, donne sa priorité au déploiement massif des énergies renouvelables et soutient le nucléaire (*MoneyWeb*)

Lors de son premier point presse depuis sa nomination en tant que ministre de l'énergie, en plus de son ancien portefeuille de l'électricité, Kgosisentsho Ramokgopa a promis de donner sa priorité au déploiement massif des énergies renouvelables. Cet engagement intervient alors que le programme d'achat des producteurs indépendants d'énergie renouvelable (Reipppp) traverse des

turbulences, la fenêtre d'appel d'offres 6 n'ayant pas atteint ses objectifs et la fenêtre d'appel d'offres 7 ayant été retardée, ce que M. Ramokgopa a déploré. Par ailleurs, il a annoncé vouloir garantir l'établissement d'une industrie locale dans le cadre du programme de passation de marchés publics à grande échelle, au-delà des 10 à 15% actuels. Enfin, le ministre a répété croire en un mix énergétique varié incluant l'énergie nucléaire. Pour rappel, le précédent ministre de l'énergie, Gwede Mantashe, a signé une décision en décembre 2023 pour procéder à un appel d'offres d'une centrale nucléaire de 2 500 MW d'énergie nucléaire. M. Ramokgopa a confirmé qu'il avait l'intention de poursuivre le processus.

La production manufacturière recule légèrement tandis que la production minière stagne au mois de mai (*StatsSA*)



Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsSA*), la production manufacturière a diminué de 0,6% au mois de mai par rapport à la même période de l'année précédente, après une progression de 4,6% le mois précédent. Cette baisse a surpris la plupart des observateurs, qui anticipaient une dynamique inverse. Six secteurs sur dix ont enregistré un recul de leur activité, en particulier les industries métallurgique (-8,1%, soit une contribution négative de 1,8 point à la croissance) et automobile (-11,7%, soit -1,2 point). A l'inverse, on peut noter la bonne progression de l'industrie agroalimentaire (+7,2%, soit +1,6 point). En parallèle, la production minière est restée inchangée sur la période (+0,0%, après +1,4% au mois d'avril), une performance décevante au regard des prévisions des observateurs. Six groupes sur douze ont enregistré une croissance positive, en particulier le charbon (+7%, soit une contribution positive de 1,6 point à la croissance) et le minéral de chrome

(+17,1%, soit +0,7 point). En parallèle, les productions d'or (-9%, soit -1,3 point) et des métaux du groupe platinoïdes (-4,1%, soit -1,1 point) se sont contractées. Ces résultats sont particulièrement décevants, alors qu'aucun délestage n'a été enregistré au cours du mois. La production électrique a ainsi connu une hausse de 5,6% au mois de mai, atteignant son plus haut niveau depuis août 2022.

Une loi américaine pourrait entraîner un réexamen complet de ses relations avec l'Afrique du Sud (*MoneyWeb*)

La Chambre des représentants des États-Unis a adopté le mois dernier un amendement à la loi annuelle sur l'autorisation de la défense nationale (*National Defense Authorization Act*) qui exigerait de l'administration Biden qu'elle procède à un réexamen complet des relations entre les États-Unis et l'Afrique du Sud. Cet amendement a été déposé par le représentant républicain John James qui a déploré la position de l'Afrique du Sud sur le conflit israélo-palestinien. La législation n'est pas encore entrée en vigueur et doit encore être adoptée par le Sénat et approuvée par le Président mais pourrait l'être dans les prochains mois. Ce sujet est d'importance pour l'économie sud-africaine qui bénéficie en particulier de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA). L'AGOA est un accord commercial préférentiel prévoyant la levée des droits de douanes américains à l'importation pour une large gamme de produits en provenance de 35 économies d'Afrique subsaharienne. En 2022, le pays a ainsi exporté 3,1 Mds USD de biens sous le régime de l'AGOA. Pour rappel, le renouvellement de l'accord, expirant en 2025, est depuis plusieurs mois le sujet d'intenses négociations. Une remise en cause éventuelle de l'AGOA serait très néfaste, en particulier pour les secteurs de l'automobile, du textile et de l'agriculture.

Le premier syndicat d'Afrique du Sud appelle à une grève à durée indéterminée sur le Gautrain (*Business Day*)

Dès lundi, les services du Gautrain seront touchés par une grève à durée indéfinie menée par le syndicat majoritaire de

l'entreprise, *National Union Metalworkers of South Africa (Numsa)*, qui réclame une augmentation de salaire plus de deux fois supérieure au niveau d'inflation dans le pays. Ainsi, le premier syndicat d'Afrique du Sud revendique une hausse des salaires de 13% pour tous les employés, tandis que le taux d'inflation en mai s'élevait à 5,2%. De même, il demande que la *Bombela Operating Company (BOC)*, co-entreprise contrôlée majoritairement par la RATP opérant le Gautrain, couvre 60% des frais médicaux des employés, et qu'elle augmente de 2000 ZAR (100 EUR) par mois l'allocation logement. Le porte-parole du Gautrain, Kesagee Nayager, a cependant annoncé que le trafic ne serait pas perturbé et que BOC avait mis en œuvre son plan d'urgence pour assurer que les clients du Gautrain ne soient pas affectés. Ce dernier joue un rôle essentiel dans l'activité économique du Gauteng en reliant le centre économique et financier, Johannesburg, à la capitale du pays Pretoria (Tshwane) qui abrite de nombreuses usines automobiles. Ainsi, il transporte 40 000 passagers par jour. En négociation depuis avril, et face au refus de BOC d'accéder à ses revendications, Numsa annonce entamer une grève illimitée, jusqu'à obtenir gain de cause.

Les difficultés d'African Bank affectent les actifs de la Banque centrale (SARB)

Selon le rapport annuel de la Banque centrale, l'institution a déprécié de 982 MZAR la valeur de ses actifs liés à l'*African Bank Holding Limited*, en raison des mauvaises performances financières de l'institution financière. La valeur de l'actif, estimée à 4,3 Mds ZAR il y a un an, a ainsi été réduite à 3,5 Mds ZAR à la fin du mois de mars 2024 (-19%). Pour rappel, *African Bank* avait été renflouée en 2014. 50% des parts de la banque avaient été rachetées par la SARB, 25% par la *Public Investment Corporation* et les 25 % restants par un consortium de six banques. La SARB prévoyait initialement de céder sa participation en 2025, via une offre publique sur le *Johannesburg Stock Exchange (JSE)*. La date de cette opération a toutefois été repoussée de 12 à 18 mois en mai 2024. Cette dépréciation reflète les pressions macroéconomiques qui pèsent

sur le secteur bancaire et les consommateurs. Dans une note de mars 2024, *S&P Global* anticipe une baisse inédite du crédit au secteur privé de 1,4% sur l'année 2024 (son plus haut taux historique étant fixé à 0,75%), soit environ 74 milliards de rands.

Angola

La société française *Africa Global Logitics (AGL)* officialise un investissement de 188 M USD en Angola

Le contrat entre AGL et l'Agence angolaise de promotion des investissements privés et des exportations (AIPEX), a été signé le 10 juillet, en présence du ministre angolais des transports. Le projet, relatif à la concession du terminal polyvalent (marchandises générales et conteneurs) du port de Lobito, inauguré le 27 mars dernier, devrait générer 731 emplois, dont 95 % attribués à des citoyens angolais. La zone exploitée par AGL s'étend sur 45 hectares et compte 1 200 m de quais, d'une profondeur de 10,5 m (quai nord) à 14,7 m (quai sud). Le terminal a une capacité annuelle de 600 000 tonnes de marchandises diverses et de 250 000 conteneurs EVP. A noter qu'il est également desservi par la ligne ferroviaire du corridor de Lobito.

Lancement de la plateforme *Angola Investor Market*, une initiative privée de la société *DABG-Angola*

La plateforme a été lancée le 10 juillet 2024 en présence d'un panel de ministres, de diplomates et d'institutions publiques et privées. *Angola Investor Market* est une plateforme numérique permettant aux investisseurs d'identifier facilement les projets d'investissements dans le pays et de disposer d'informations actualisées sur le marché angolais. Elle vise ainsi à attirer des investisseurs nationaux et internationaux et à promouvoir une bonne coordination avec les institutions publiques du pays.

Botswana

La croissance recule de 5,3% au T1 2024 (*Statsbots*)

Selon l'agence nationale de statistiques (*Statsbots*), le PIB a reculé de 5,3% au premier trimestre de l'année 2024 par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 1,9% au trimestre précédent. Ce recul, principalement lié aux difficultés de l'industrie minière (-24,8%, soit une contribution négative de 5,8 points), intervient après douze trimestres consécutifs de croissance. En raison d'une baisse de la demande chinoise et de la concurrence des diamants synthétiques, le secteur du diamant connaît en effet une baisse des prix inégalée depuis une décennie (-15,8% sur un an et -30,8% sur deux ans au T1 2024).

Mozambique

L'Etat et trois banques s'accordent sur une résolution dans le cadre des « dettes cachées » (*Gouvernement*)

Selon le Ministre de l'Economie et des Finances, Max Tonela, l'état mozambicain et les banques russes VTBC et VTBE et portugaise BCP, ont trouvé un accord le 8 juillet, dans le cadre du scandale des dettes cachées. Ce règlement à l'amiable réduit l'exposition de l'État mozambicain à 220 M USD, soit 16% de la créance initiale des banques (et 66% du capital) et prévoit le versement de cette somme d'ici la fin septembre par le gouvernement. Pour rappel, le « scandale des dettes cachées » concerne des transactions entre des entreprises publiques mozambicaines et le constructeur naval libano-émirati Privinvest, financées en partie par des prêts de Crédit Suisse et de la banque russe VTB Capital pour un montant cumulé de 2,2 Mds USD. Le gouvernement avait accordé, à l'insu du Parlement et des bailleurs internationaux, sa garantie souveraine à trois emprunts réalisés par l'intermédiaire des sociétés *MAM*, *Proindicus* et *Ematum*, détenues en réalité par l'Etat. La révélation de l'affaire en avril 2016 avait conduit à une grave crise économique et à une profonde altération de la relation du Mozambique avec le FMI et les bailleurs internationaux.

Entre décembre 2019 et mai 2020, VTBC et VTBE avaient déposé trois actions civiles au tribunal contre l'État, réclamant le remboursement des lignes de crédit ainsi qu'un dommage pour le préjudice subi. De même, en avril et juin 2020, la BCP avait intenté une action civile devant le même tribunal contre MAM et l'État mozambicain, réclamant le paiement de sommes qui lui seraient dues au titre de la garantie MAM ainsi que des dommages-intérêts. L'accord intervient donc, alors que le jugement de ces actions civiles, regroupées en une seule, doit être rendu le 17 juillet 2024, et succède à celui conclu en septembre 2023 entre l'État, le Crédit suisse et d'autres membres du syndicat bancaire (à l'exception de VTB) sur le financement de *Proindicus*.

Namibie

La croissance accélère à 4,7% au T1 2024 (NamStats)

Selon l'agence nationale de statistiques (NamStats), le PIB a augmenté de 4,7% au premier trimestre de l'année 2024 par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 4,4% au trimestre précédent. La croissance accélère donc pour le deuxième trimestre consécutif, portée par la totalité des secteurs à l'exception du secteur manufacturier. A noter la bonne performance du secteur minier (+6,6%, soit une contribution positive de 0,9 point à la croissance totale), malgré une baisse de la production d'uranium (-11,8%), compensée par la hausse de la production de diamants (+8,9%) malgré un contexte défavorable. En parallèle, les activités commerciales se développent (+8,4%, soit +0,8 point), ainsi que dans une moindre mesure, les services de santé (+7,5%, soit +0,4 points) et financiers (+5,3%, soit +0,4 point). A l'inverse, le secteur manufacturier se contracte (-1,4%, soit une contribution négative de 0,1 point), grevé notamment par les activités de « taille et polissage de diamants » (-44,1%) et sidérurgique (-20,7%).

Du côté de la demande, la croissance bénéficie des bons résultats de l'investissement (croissance à deux chiffres pour le septième trimestre consécutif), notamment dans le secteur minier (+23,5%) et d'une hausse de la consommation des ménages (+13,4%). A l'inverse, le commerce

extérieur contribue négativement à la croissance (déficit commercial en augmentation à 17,1 Mds NAD).

L'inflation ralentit à 4,6% au mois de juin (NamStats)

Selon l'agence nationale de statistiques (NamStats), le taux d'inflation sur un an a atteint 4,6% au mois de juin, contre 4,9% le mois précédent. Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont les « transports » (+8,3%, soit une contribution positive de 1,3 point à l'inflation totale), les « produits alimentaires et boissons non-alcoolisées » (+4,3%, soit +0,9 point) et le « logement, eau et électricité » (+3,6%, soit +0,9 point). L'inflation renoue ainsi avec sa tendance baissière après deux mois de rebond, principalement grâce au ralentissement de la hausse des prix des « produits alimentaires et boissons alcoolisées », tandis que la hausse des prix continue d'accélérer dans le secteur des transports. L'inflation des biens a atteint 5,8%, tandis que l'inflation des services s'établit à 2,9%. A noter que selon la Banque centrale namibienne, l'inflation annuelle devrait atteindre +4,9% en 2024.

Zambie

Le gouvernement zambien autorise la construction de la deuxième centrale électrique au charbon (300 MW) du pays (Engineering News)

Confronté à un grave déficit d'électricité dû à la sécheresse, le pays a reçu l'autorisation de construire sa deuxième centrale électrique au charbon. La Commission de régulation de l'énergie a accordé un permis de construire pour une installation de 300 MW dans le sud du pays. Ce projet, mené par Maamba Collieries Ltd, détenu par l'indien Nava, vise à doubler la capacité de la centrale existante. Le coût du projet est estimé à 400 M USD dont une partie devrait être financé par le fonds de pension national de la Zambie. La Zambie dépend fortement des turbines hydroélectriques, qui génèrent environ 85 % de son électricité. Cependant, la période de sécheresse provoquée par le phénomène climatique El Nino, la pire depuis des décennies, a entraîné des coupures d'électricité qui durent au moins 12 heures par jour.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	14/07/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	17,9 ZAR	1,2%	2,6%	0,6%	1,9%
Angola	873,0 AOA	-0,7%	-2,4%	-5,6%	-5,1%
Botswana	13,3 BWP	1,0%	1,6%	-2,6%	-0,2%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	25,5 ZMW	-4,0%	3,5%	-26,3%	-1,2%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda
leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr